

Énergie, Mines et Ressources

M. Rose: Si nous tenons vraiment à assurer notre sécurité énergétique, nous ne devrions pas faire cas des stupidités de ce projet de loi ou des huit autres projets de loi qui nous sont présentés. Le problème n'est pas là. Le rapport du comité de l'énergie de remplacement et ses recommandations permettent en partie de garantir notre sécurité énergétique, mais on n'en a pas tenu compte. Le gouvernement n'a pas fait une seule déclaration à ce sujet.

Cet après-midi, alors que nous débattions un autre bill, le ministre s'est vanté des réalisations de Canertech. Cette société, a-t-il prétendu, est quelque chose d'unique qui va servir les intérêts de tous, y compris de l'étranger. Quels crédits a-t-on accordés pour Canertech? On a consenti 20 millions de dollars pour les énergies de remplacement et les économies d'énergie, et peut-être 15 millions de dollars pour les travaux exécutés outre-mer.

M. Waddell: Six mille cinq cents millions pour le programme d'encouragements pétroliers.

M. Rose: Regardons les choses sous leur vrai jour. Pour forer un puits improductif au large de la côte du Labrador, il en a coûté à Mobil 30 millions de dollars. La somme que le ministre est disposé à investir dans Canertech est à peu près équivalente au coût du forage d'un puits improductif de Mobil Oil. Ce qui est très révélateur du parti pris en ce qui concerne le secteur de l'offre.

Pourquoi ne faisons-nous pas toutes ces choses? Pourquoi n'investissons-nous plus d'argent dans les énergies de remplacement, dans les énergies renouvelables et dans les économies d'énergie? La réponse est que nous sommes victimes de mégalomanie. La mégalomanie de Marc: voilà l'objectif. Voilà la politique du gouvernement, à partir du sénateur Bud Olson jusqu'au dernier des ministériels. D'abord, il y a la mégalomanie pétrolière. Le gouvernement donne de l'argent aux multinationales pour que celles-ci mettent en valeur les sables bitumineux, sans exiger d'elles un investissement équivalent en retour. Nous pourrions parler de Syncrude, d'Alsands, ou encore des grèves des sociétés pétrolières. Cela n'a pas d'importance; le gouvernement paiera quand même. Les Canadiens paieront, et ce sont les multinationales qui en bénéficieront. Si l'on se fonde sur l'exemple de Syncrude, on saura que c'est ce qui va se produire. Le problème à l'heure actuelle est que le prix du pétrole a baissé. En plus, il y a un surcroît de pétrole et tous les grands pétroliers cherchent à se retirer de la course, car des profits de 19 p. 100 ne leur suffisent plus.

Ensuite, ce sera la mégalomanie nucléaire. Nous ne subventionnons pas suffisamment les programmes de mise en valeur de l'énergie solaire, le programme d'achat et d'utilisation de matériel de chauffage solaire et le super programme d'isolation. Des ministres parcourent la planète dans tous les sens, cherchant à vendre le réacteur Candu à des «démocraties» comme l'Égypte, l'Argentine, dont on entend beaucoup parler ces jours-ci, le Koweït et la Corée. Et ils sont même disposés à subventionner ces pays; il y a de quoi rendre vert de jalousie le petit propriétaire de maison. En fait, nous prêtons à ces pays à des taux de 7 p. 100, ou quelque chose du genre.

M. Fulton: A des taux de 2 p. 100.

M. Rose: Effectivement, 7 p. 100. Non. Le gouvernement emprunte l'argent à 16 p. 100 et le prête au Mexique au taux de 4 p. 100, à la condition que ce dernier achète notre réacteur, ce qu'il ne veut pas faire. Personne n'en veut. Je crois que nous

avons amorti en tout l'année dernière 800 millions de dollars que devait l'EACL, et cette année nous sommes encore assez bêtes pour consacrer à l'énergie nucléaire les deux tiers du budget destiné à la recherche énergétique. En tout, nous avons dépensé plus de 4 milliards de dollars pour les programmes d'énergie nucléaire.

Je pourrais parler de la mégalomanie du charbon en Colombie-Britannique où le gouvernement fédéral compte investir un milliard de dollars. Il accorde 20 millions de dollars à Canertech mais un milliard de dollars à Northeast Coal, c'est à dire mille millions.

M. Fulton: Il subventionne l'exportation de charbon à bon marché.

M. Rose: Il subventionne n'importe qui; c'est sa marotte.

M. MacBain: Mark «les subventions».

M. Rose: Nous pourrions l'appeler «Marc les subventions Lalonde».

M. MacBain: Je songeais à Mark Rose, en passant.

M. Rose: Nous subventionnons la recherche sur pratiquement toutes les formes d'énergie qui existent. J'ai devant moi un avant-projet intitulé «Energy Reference Cost Premiums». Je me réjouis que le député ait soulevé la question. Cette étude a été réalisée pour le compte du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources en 1980. Elle tentait de révéler quel était le coût réel du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité par rapport au coût que le consommateur paie effectivement. L'auteur du mémoire a conclu que chaque achat de produit pétrolier pour la somme de un dollar effectué par les Canadiens en 1980 aurait dû coûter \$1.65. Mes commettants n'y trouvent rien à redire parce qu'ils doivent parcourir des milles pour se rendre à leur travail et ils sont plutôt heureux d'être ainsi subventionnés.

L'étude mentionne également le gaz naturel. Nous payons probablement environ un tiers du coût véritable. Si nous voulons parler de l'électricité, tout dépend de la province en cause, mais le prix correspond probablement à 20 ou 50 p. 100 du coût. Nous ne nous opposons pas à ce que l'énergie soit subventionnée, mais si nous subventionnons l'énergie—et je n'ai même pas parlé de l'énergie nucléaire—subventionnons l'énergie sous toutes ses formes y compris l'énergie solaire, afin de créer bien plus emplois. Nous devons commercialiser maintenant le matériel solaire. Nous devons passer de l'étape initiale aux étapes de l'expérimentation et de la production. Les députés savent-ils quelles ont été les ventes de matériel solaire dans le monde entier l'an dernier? Elles se sont élevées à environ 4 milliards. Sommes-nous présents dans ce domaine? Très peu, mais nous devrions nous engager dans cette voie.

A mon avis, les fonds manquent pour mettre au point d'autres solutions. Le député de Niagara Falls se souviendra que, d'ici 1990, aucune province canadienne ne tirera plus de 5 p. 100 des énergies nouvelles, de sorte que, malgré le répit que nous aurons par exemple entre 1990 et l'an deux mille et le temps à notre disposition pour aménager des usines pour l'exploitation des sables bitumineux, du carburol et du méthanol, et pour examiner toutes les autres possibilités, nous sommes loins de faire ce qu'il faut pour équilibrer les systèmes énergétiques du Canada. Nous continuons de consacrer tout notre argent à des programmes d'encouragements pétroliers et